

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C — 2019/12460]

**14 MARS 2019. — Décret modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection. — Errata**

Dans le Décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection publié au *Moniteur belge* du 16 avril 2019 il y a lieu de lire :

- A la page 38679, à l'article 137 :
  - « Sous-section 1<sup>re</sup> – Dispositions transitoires antérieures au décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection », en lieu et place de « Sous-section 1<sup>re</sup> – Dispositions transitoires antérieures au décret [date de promulgation] »
- à la page 38682, à l'article 143, 7° :
  - « dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 » en lieu et place de « dans l'arrêté royal du 15 janvier 1975 »

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C — 2019/12460]

**14 MAART 2019. — Decreet tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur en directrice, andere bevorderingsambten en selectieambten. — Errata**

In het decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur en directrice, andere bevorderingsambten en selectieambten, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 2019, dient, in de Franse versie, gelezen te worden:

- Op bladzijde 38679, bij artikel 137:
  - “« Sous-section Ire . - Dispositions transitoires antérieures au décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection » »
  - in plaats van « « Sous-section I<sup>re</sup>. - Dispositions transitoires antérieures au décret du [date de promulgation] modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection »
- Op bladzijde 38682, in artikel 143, 7 :
  - « dans l'arrêté royal du 15 januari 1974 »
  - In plaats van « dans l'arrêté royal du 15 januari 1975 ».

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C — 2019/12470]

**15 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, demandé en urgence motivée par l'article 4, dernier alinéa, du même décret précité qui dispose que, pour le 28 février 2019 au plus tard, le Gouvernement approuve les listes des établissements ou implantations susceptibles de bénéficier de l'encadrement différencié, donné le 8 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2019;

Vu le « test genre » du 31 janvier 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation syndicale du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné, conclu en date du 21 février 2019;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 22 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 28 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité pour l'Administration de disposer de l'indice socio-économique de chaque implantation pour pouvoir établir ces listes, conformément à l'article 4 du décret précité;

Considérant dès lors la nécessité de fixer la formule de calcul de l'indice composite l'exprimant;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les termes « de chaque implantation et de chaque établissement » sont insérés après les mots « secteur statistique ».

**Art. 2.** L'annexe au présent arrêté remplace l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 précité.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

---

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 2019 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

« ANNEXE 2. - RELATIVE A LA FORMULE DE CALCUL DE L'INDICE SOCIO-ECONOMIQUE DE CHAQUE IMPLANTATION, DE CHAQUE ETABLISSEMENT SCOLAIRE ET DE CHAQUE SECTEUR STATISTIQUE

L'indice socio-économique se calcule selon la formule ci-dessous, établie au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP) :

$$\sum_{n=1}^7 \text{Valeur}_n * C_n$$

Dans la formule ci-dessus,

\* n indique le numéro de la variable<sup>1</sup> considérée au niveau de l'implantation, de l'établissement ou du secteur statistique,

\* C<sub>n</sub> est un coefficient qui attribue un poids à la variable (correspondant à la 1<sup>re</sup> composante de l'ACP).

L'ACP permet de synthétiser l'information contenue dans 7 variables couvrant le revenu par habitant, le niveau des diplômes, les taux de chômage, d'activité et de bénéficiaires d'une aide sociale, ainsi que les activités professionnelles :

1. Revenu médian en euro par unité de consommation
2. Part des ménages dont le plus haut diplôme appartient aux CITE 5 ou 6.
3. Part des ménages dont le plus haut diplôme appartient aux CITE 1 ou 2
4. Part des personnes de plus de 18 ans ayant un travail dans les ménages
5. Part des ménages qui ont obtenu une aide sociale
6. Part des ouvriers parmi les personnes des ménages qui ont un travail
7. Part des personnes travaillant dans le secteur tertiaire bas parmi les personnes des ménages qui ont un travail tertiaire

Toutes les variables individuelles sont relatives au ménage auquel appartient l'élève (et issues principalement du datawarehouse de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale). La moyenne des valeurs individuelles disponibles est calculée pour chaque implantation, établissement ou secteur statistique.

Plusieurs indices socio-économiques sont calculés à partir de formules obtenues sur bases d'ACP distinctes (implantations de l'enseignement fondamental ordinaire, implantations de l'enseignement secondaire ordinaire, établissement de l'enseignement fondamental ordinaire, établissement de l'enseignement secondaire ordinaire, secteurs statistiques), pondérées respectivement par le nombre d'élèves fréquentant chaque implantation et établissement ou domiciliés dans chaque secteur statistique. Les indices sont finalement normalisés au sein de chaque formule afin de d'obtenir un indice dont la moyenne est 0 et l'écart-type 1, un indice négatif indiquant une position plus défavorisée.

<sup>1</sup> Les variables sont préalablement centrées-réduites de sorte que leur dispersion soit comparable et centrée sur zéro.

Tableau 1. - Valeur des coefficients C de la formule de calcul de l'indice

n	Implantation (fondamental)	Implantation (Secondaire)	Établissement (fondamental)	Établissement (Secondaire)	Secteur statistique
1	0,17538	0,16006	0,17221	0,15878	0,16903
2	0,17226	0,15587	0,16903	0,15453	0,16325
3	-0,16975	-0,15681	-0,16714	-0,15581	-0,16611
4	0,16746	0,15330	0,16448	0,15221	0,16354
5	-0,08499	-0,14134	-0,09530	-0,14217	-0,13474
6	-0,17199	-0,15524	-0,16903	-0,15453	-0,16624
7	-0,16682	-0,15285	-0,16535	-0,15283	-0,15896

».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 2019 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

Bruxelles, le 15 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12470]

**15 MAART 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2017 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en van de formule voor de berekening van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2017 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en van de formule voor de berekening van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, dringend aangevraagd op grond van artikel 4, laatste lid, van hetzelfde voormelde decreet, dat bepaalt dat de Regering, voor uiterlijk 28 februari 2019, de lijsten van de inrichtingen of vestigingen goedkeurt die voor gedifferentieerde omkadering in aanmerking zouden kunnen komen, dat op 8 februari 2019 werd gegeven;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 februari 2019;

Gelet op de « gendertest » van 31 januari 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gesloten op 21 februari 2019;

Gelet op het overlegprotocol van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde P.M.S.-centra, afgesloten op 22 februari 2019;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 5 dagen, gestuurd naar de Raad van State op 28 februari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Administratie moet kunnen beschikken over het socio-economische indexcijfer van elke vestiging om die lijsten te kunnen opstellen, overeenkomstig artikel 4 van het bovenvermelde decreet;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is dat de formule voor de berekening van het ongelijksoortige indexcijfer vastgesteld wordt;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2017 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en van de formule voor de berekening van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de woorden « elke vestiging en elke inrichting » ingevoegd na de woorden « statistische sector ».

**Art. 2.** De bijlage bij dit besluit vervangt de bijlage 2 van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2017.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS